

JURISPRUDENCE (*Suite*).  
du Var, du 18 mars 1897 (Mines métalliques; préparation mécanique des minerais) (*affaire SOCIÉTÉ ANONYME DES MINES DES BORNETTES*; redevance afférente à l'exercice 1896); X, 370.

c. *Redevance spéciale pour fonds de garantie* (Loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, article 25). — Décision au contentieux du Conseil d'Etat, du 9 novembre 1900, rejetant une demande en réduction de la redevance spéciale. (Redevance due d'après l'étendue de la concession, abstraction faite de toute autre considération [*affaire BARADAT DE LACAZE, mines de Cladech* (Dordogne)]; IX, 547. — Décision au contentieux du Conseil d'Etat, du 12 juillet 1901, annulant un arrêté du conseil de préfecture du département de la Savoie, du 28 juillet 1900, qui avait accordé décharge de la redevance pour fonds de garantie à raison de l'inexploitation de la mine (*affaire BRUNIER, mines de Montchabert*); X, 374.

d. *Redevances tréfoncières*. Cessation de l'exploitation de la mine entraînant la suspension des redevances tréfoncières; exploitation par remblais; *Jugement* du 29 mai 1888, *arrêt d'appel* du 6 janvier 1892 et *arrêt de la Cour de cassation*, du 22 novembre 1893 (*affaire SOCIÉTÉ CIVILE DES TRÉFONDS contre Exploitants de la mine de MONTAUD*); III, 63 et 67. — Interprétation de l'ordonnance du 30 août 1820 relative aux redevances dues par le concessionnaire de mines de Roche-la-Molière et Firminy. *Arrêt de la cour de Dijon*, du 4 novembre 1891 et *arrêt de la Cour de cassation* du 16 mai 1893 (*affaire* CONSORTS ARGAUD *contre* COMPAGNIE

DES MINES DE ROCHE-LA-MOLIERE ET FIRMINY); II, 343 et 349. — Application des clauses de l'ordonnance du 30 août 1820. *Arrêt de la Cour de cassation* du 7 avril 1894 (même affaire que la précédente); III, 385. — Décision au contentieux du Conseil d'Etat, du 18 janvier 1901, interprétant diverses clauses de l'ordonnance du 30 août 1820 relatives à la fixation des bases et du taux des redevances tréfoncières dues par le concessionnaire des mines de houille de Roche-la-Molière et Firminy (même affaire que ci-dessus); X, 125. — Incompétence de la juridiction civile sur la question d'interprétation des actes qui ont fixé les conditions de paiement des redevances tréfoncières. *Jugement* du 26 juillet 1893 (*affaire NEYRON-DE-SAINT-JULIEN contre* COMPAGNIE DES MINES DE ROCHE-LA-MOLIERE ET FIRMINY); IV, 272. — Décisions au contentieux du Conseil d'Etat réformant des arrêtés du conseil de préfecture du département de la Loire en ce qui concerne le montant d'indemnités allouées pour privation de redevances tréfoncières résultant de l'interdiction d'exploiter une mine aux abords d'une voie ferrée: 22 mai 1896 (*Affaire* COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE PARIS A LYON ET A LA MÉDITERRANÉE *contre* CONSORTS NEYRET); V, 355. — 22 mai 1896 (*Affaire* COMPAGNIE P.-L.-M. *contre* CONSORTS MERLAT); V, 362. — 22 mai 1896 [*affaire* CONSORTS THIOLLIÈRE (Thiollière, Berthail et Tardy) *contre* COMPAGNIE P.-L.-M.]; V, 372. — 27 novembre 1896 (*Affaire* COMPAGNIE P.-L.-M. *contre* CONSORTS TÉZENAS); V, 584. — 27 novembre 1896 (*affaire* COMPAGNIE P.-L.-M. *contre* CONSORTS THIOLLIÈRE (Thiollière, Devuns et autres)]; V, 589. — 27 novembre 1898 (*affaire* COMPAGNIE P.-L.-M. *contre*

consorts DAVID); V, 592. — Interprétation des actes administratifs relatifs à la nature et à la quotité des redevances tréfoncières. Renvoi à statuer devant l'autorité compétente. *Jugement* du 22 juin 1896, *arrêt d'appel* du 22 décembre 1898, *arrêt de la cour de cassation* du 20 novembre 1900 (*affaire* SOCIÉTÉ CIVILE DES TRÉFONDS *contre* COMPAGNIE DES MINES DE ROCHE-LA-MOLIERE ET FIRMINY); VIII, 642 et 643; IX, 515.

#### RÉUNION DE CONCESSIONS DE MINES.

Décision au contentieux du Conseil d'Etat, du 20 janvier 1893, rejetant une requête à fin d'annulation, pour excès de pouvoirs, d'un décret qui avait rejeté une demande en réunion de

concessions [*affaire* PRAX; concession des mines de sel de Larralde (Basses-Pyrénées)]; II, 58.

JURQUES (Calvados). Décret, du 26 novembre 1895, instituant, en faveur du s<sup>r</sup> Drouet, la concession de mines de fer de —; IV, 487. — Voir FERRIÈRE-AUX-ETANGS (*concession de LA*).

JURVIELLE (Haute-Garonne). Voir MONT (*commune de*).

JUVIGNY - SOUS - ANDAINE (Orne). Décret, du 30 mai 1901, rejetant la demande du s<sup>r</sup> Mascart en concession de mines de fer dans les communes de — et autres; X, 457.

#### K

KARÉZAS (Algérie). Voir DARRIH (*concession de*). — JURISPRUDENCE (*Minières*).

KAYMAR (Aveyron). Voir JOURDREVILLE (*concession de*).

KEF-SEMMAH (Le) (Algérie). Décret, du 30 janvier 1899, insti-

tuant, en faveur du s<sup>r</sup> Faure, la concession de mines de zinc, plomb et métaux connexes du — (département de Constantine); VIII, 23.

KEF-OUM-THEBOUL (Algérie). Voir JURISPRUDENCE (*Redevance proportionnelle*).

#### L

LABADIÉ (S<sup>r</sup>). Voir BALLESTAVY (*commune de*).

LABARRE-ET-CORBIÈRE (Aveyron et Hérault). Voir DÉCHÉANCE.

LABASTIDE-DE-SÉROU (Ariège). Voir DYNAMITE (*Dépôts*).

LABORATOIRES DE CHIMIE DÉPARTEMENTAUX. Circulaire, du 15

juin 1896, relative à la forme à donner aux comptes rendus annuels des travaux exécutés dans les —; V, 389. — Circulaire, du 15 avril 1897, complétant la circulaire précédente; VI, 281.

LABRUGUIÈRE (Tarn). Voir DÉCHÉANCES.

LABRY (Meurthe-et-Moselle).

Voir MARON-VAL-DE-FER (*concession de*).

LAC (Le) (Ardèche). Voir VEYRAS (*concession de*).

LACS SALÉS. Décret, du 27 janvier 1896, approuvant une convention aux termes de laquelle est concédée une parcelle de terrain dépendant du grand — d'Oran (Algérie); V, 57.

LACAZE (Aveyron). Voir LASSALLE (*concession de*).

LACHADENÈDES (S<sup>r</sup>). Voir MUSTAPHA (*commune de*).

LACHAUD DE LOQUEYSSIE (S<sup>r</sup>). Voir CUBLAC (*commune de*).

LAFFONT (S<sup>r</sup>). Voir ADERVIELLE, LOUDERVIELLE (*concessions de*).

LAGANIER (S<sup>r</sup>). Voir SAINT-JEAN-DE-VALÉRISCLE (*concession de*).

LAGARE (Election du S<sup>r</sup>). Voir JURISPRUDENCE (*Délégués à la sécurité des ouvriers mineurs*).

LALOU (S<sup>r</sup>). Voir LEULINGHEN (*commune de*).

LAMANÈRE (Pyrénées-Orientales). Décret, du 2 mai 1900, étendant à une nouvelle substance (minerai de zinc), la concession de mines de cuivre, plomb et argent de —; IX, 180. = Voir DÉCHÉANCES, ADJUDICATIONS.

LAMOTHE (Haute-Loire). Décret, du 24 août 1899, rejetant la demande des s<sup>rs</sup> Estève et Bloquet, en extension du périmètre de la concession de mines de houille de —; VIII, 494.

LAMPES DE SÛRETÉ. Circulaire,

du 9 mars 1900, formulant diverses recommandations sur les modifications à apporter à certaines — du type Mueseler; IX, 133.

LANDRES (Meurthe-et-Moselle). Décret, du 20 mars 1900, instituant, en faveur de la Société des aciéries de Micheville, la concession de mines de fer de — et autorisant la réunion de cette concession avec celles de même nature de Micheville, de Bréhaïn, de Génaville et de Bazenville (Meurthe-et-Moselle); IX, 109.

LANGLOIS ET SIMON (S<sup>rs</sup>). Voir SAINT-JOSEPH (*commune de*).

LANGUIN (Loire-Inférieure). Décret, du 7 mai 1896, autorisant la Société anonyme des mines de houille de Montrelais-Mouzeil et Languin, à réunir la concession de mines de houille de — à la concession de même nature de Montrelais-Mouzeil (Loire-Inférieure et Maine-et-Loire); V, 343.

LANNOY (DE) (S<sup>r</sup>). Voir SAINT-MARTIN-DE-BELLEVILLE (*commune de*).

LANUÉJOLS (Lozère). Décret, du 21 août 1901, autorisant le s<sup>r</sup> Dorel à effectuer, malgré le refus des propriétaires du sol, des recherches de mines de fer manganésifère et de plomb argentifère dans plusieurs parcelles de terrain de la commune de —; X, 301.

LAPEYRE (S<sup>r</sup>). Voir BIRIATOU (*commune de*).

LAPEYRE ET C<sup>ie</sup> (Société). Voir JURISPRUDENCE (*Redevance fixe*).

LAPEYRE ET FUZELIER (S<sup>rs</sup>).

Voir MÉRINCHAL (*concession et commune de*).

LARDIN (Dordogne). Voir CUBLAC (*commune de*).

LARGENTIÈRE (Ardèche). Voir DÉCHÉANCES.

LAROUÉ (S<sup>r</sup>). Voir MOLOY (*concession de*).

LARRALDE (Basses-Pyrénées). Voir JURISPRUDENCE (*Réunion de concessions de mines*).

LARTIGUE (S<sup>r</sup>). Voir LOURMEL (*commune de*).

LAS CABESSES. Voir CAZALAS (*concession de*); DYNAMITE (*Dépôts*).

LAS-CANALS (Pyrénées-Orientales). Voir LAS INDIS (*concession de*).

LAS-COUDEILLES (Pyrénées-Orientales). Voir LAS INDIS (*concession de*).

LAS-INDIS (Pyrénées-Orientales). Décret, du 26 mai 1899, autorisant le s<sup>r</sup> Monin à réunir les concessions de mines de fer de Las Indis, de Saint-Pierre-et-Las-Grilladas, de Dalt, de La Tour-de-Batère, de Bigarrats-et-Bocanegra, de Las Canals, de Las Coudeilles, d'El Pou, d'Aigues-Blanques, de Villafranca et du Boulet (Pyrénées-Orientales); VIII, 374.

LASCROUX (S<sup>r</sup>). Voir MOLOY (*concession de*).

LASSALLE-MIRAMONT ET LAGRANGE (Aveyron). Décret, du 1<sup>er</sup> juin 1893, autorisant la Société anonyme de Commentry-Fourchambault à réunir aux concessions de mines de houille de Commentry et de Montvicq (Allier);

de Celle-et-Combelle (Puy-de-Dôme), des Barthes, des Airs et du Feu (Haute-Loire), d'Armois (Puy-de-Dôme et Haute-Loire), les concessions de même nature de —, de Lacaze, de Sérons-et-Paleyrets, de Brouat, de Firmy et de Rulhe-Négrin (Aveyron); II, 357.

LASSALLE (S<sup>r</sup>). Voir ADJUDICATIONS; BUDELIÈRE (*commune de LA*); SOULIAC, VÈZE (*concessions de*).

LAUTARET (Le) (Hautes-Alpes). Voir DÉCHÉANCES; ADJUDICATIONS.

LAUZIER, ESCALIER ET MARTIN (S<sup>rs</sup>). Voir ADJUDICATIONS.

LAVAUDIEU (Haute-Loire). Décret, du 10 juin 1901, rejetant la demande du s<sup>r</sup> Thiboulet en concession de mines de houille dans les communes de — et autres (Haute-Loire); X, 167.

LVAUX (Meurthe-et-Moselle). Voir CHAVIGNY, PIENNE (*concessions de*).

LAVILLEDIEU (Dordogne). Voir CUBLAC (*commune de*).

LAY-SAINT-CHRISTOPHE (Meurthe-et-Moselle). Voir MOURIÈRE (*concession de LA*).

LAYON-ET-LOIRE (Maine-et-Loire). Décret, du 26 novembre 1898, acceptant la renonciation des propriétaires de la concession de mines de houille de — à ladite concession; VII, 499.

LECHÈRE (S<sup>r</sup>). Voir ARLEUF-DU-MORVAN (*commune de*).

LEENHARDT (S<sup>rs</sup>). Voir SAINT-ANDRÉ-DE-BUÈGES (*commune de*).

LEGRAND (S<sup>r</sup>). Voir CHÂTEAU-SUR-CHER (*commune de*).

LEMAIGRE-DUBREUIL (S<sup>r</sup>). Voir SAINT-MÉDARD (*commune de*).

LEMAL (Election du S<sup>r</sup>). Voir JURISPRUDENCE (*Délégués à la sécurité des ouvriers mineurs*).

LENS (Circonscription de la fosse n<sup>o</sup> 4 des mines de). Voir JURISPRUDENCE (*Délégués à la sécurité des ouvriers mineurs*). = (Société de secours des mines de —). Voir JURISPRUDENCE (*Caisses de secours*).

LENS (Société des mines de). Voir JURISPRUDENCE (*Dommages; Ouvriers mineurs*).

LÉPINERAYS (de) (S<sup>r</sup>). Voir JURISPRUDENCE (*Dommages*).

LESCHIEUX (Haute-Savoie). Voir DÉCHÉANCES.

LE SUR ET C<sup>ie</sup> (Société). Voir MARCHIENNES, MASTAING (*communes de*).

LEULINGHEN (Pas-de-Calais). Décret, du 27 octobre 1899, autorisant le s<sup>r</sup> Lalou à exécuter, malgré le refus du propriétaire du sol, des recherches de mines de houille dans une parcelle de terrain de la commune de —; VIII, 567.

LÉVY-ALEXANDRE (S<sup>r</sup>). Voir ADJUDICATIONS.

LEYR (Meurthe-et-Moselle). Décret, du 24 juillet 1899, instituant, en faveur de la *Société anonyme des forges et fonderies de Montataire*, la concession de mines de fer de — et autorisant la réunion de cette concession avec celles de même nature de *Frouard*, de *Bouzières-aux-Dames*, de *Pompey* et de *Chavenois* (Meurthe-et-Moselle); VIII, 464.

LHÉRISSEL (Election du S<sup>r</sup>). Voir JURISPRUDENCE (*Caisses de secours*).

LHERMIE (Aveyron). Décret, du 21 août 1901, instituant, en faveur des s<sup>rs</sup> *Clot*, *Bousquet* et *Bos*, la concession de mines de houille de —; X, 303.

LIÉVIN (Pas-de-Calais). Décret, du 24 juillet 1899, portant extension du périmètre de la concession de mines de houille de —; VIII, 467. = Voir CHEMINS DE FER MIENERS; DYNAMITE.

LIÉVIN (Compagnie des mines de). Voir JURISPRUDENCE (*Dommages*).

LINDENMEYER (S<sup>r</sup>). Voir CREUSE (*concession de LA*).

LIVERDUN (Meurthe-et-Moselle). Décret, du 20 mars 1900, portant extension du périmètre de la concession de mines de fer de — IX, 76. = Voir MARON-VAL-DE-FER (*concession de*).

LOCOMOBILES. Circulaire, du 10 avril 1896, relative au concours à prêter par les maires en vue de faciliter la surveillance des —; V, 324. = Circulaire, du 14 juin 1899, rappelant les instructions contenues dans la circulaire précédente; VIII, 430.

LOIRE (Société des mines de la). Voir SOCIÉTÉS ANONYMES; JURISPRUDENCE (*Concessions de mines; Dommages*).

LONGEFAY (Rhône). Voir DÉCHÉANCES.

LONGLAVILLE (Meurthe-et-Moselle). Voir SANCY (*concession de*).

LONGVV (Société des aciéries de). Voir TUCQUEGNIEX (*concession de*).

LORCIÈRES (Cantal). Décret, du 20 avril 1893, rejetant la demande des s<sup>rs</sup> *Schetz et Lagelin* en concession de mines de plomb argentifère, pyrite de fer arsenicale et cuivrique et autres minerais connexes dans les communes de — et autres (Cantal); II, 204.

LORRAINE INDUSTRIELLE (Société anonyme). Voir ERROUVILLE (*concession d'*).

LOSARI (Corse). Décret, du 15 avril 1899, instituant, en faveur des s<sup>rs</sup> *Malaspina*, la concession de mines de mispickel et minerais connexes de —; VIII, 341.

LOUDENVIELLE (Hautes-Pyrénées). Décret, du 23 février 1900, rejetant la demande du s<sup>r</sup> *Watrin* en concession de mines de manganèse dans les communes de — et autres (Hautes-Pyrénées); IX, 53.

LOUDERVIELLE (Hautes-Pyrénées). Décret, du 17 mai 1899, instituant, en faveur du s<sup>r</sup> *Laffont*, la concession de mines de manganèse de —; VIII, 371. = Voir MONT (*commune de*).

## M

MACHINE (La) (Nièvre). Voir DYNAMITE (*Dépôts*).

MÁCOT (Savoie). Décret, du 23 avril 1896, rejetant la demande des s<sup>rs</sup> *Gaïde-Chevronnay* en concession de mines d'antracite dans les communes de — et autres (Savoie); V, 322.

LOURMEL (Algérie). Décret, du 24 juillet 1900, rejetant la demande du s<sup>r</sup> *Lartigue* en concession de mines de fer dans les communes de — et de *Bou-Tlélis* (département d'Oran); IX, 234.

LUBILHAC (Haute-Loire). Voir CHAZELLES (*concession de*).

LUCETTE (La) (Mayenne). Décret, du 1<sup>er</sup> avril 1899, instituant, en faveur des époux *Marsollier* et consorts, la concession de mines d'antimoine et autres métaux connexes de —; VIII, 333.

LUCETTE (Société des mines de LA). Voir DYNAMITE (*Dépôts*).

LUDRES (Meurthe-et-Moselle). Voir MOURIÈRE (*concession de*) (LA).

LULLIN (S<sup>r</sup>). Voir ADJUDICATIONS.

LUMIÈRE (S<sup>r</sup>). Voir ALLUES (LES). SAINT-BON (*communes de*).

LUMIÈRE ET DE LAGREVOL (S<sup>rs</sup>). Voir VÈZE (*concession de*).

LUZER (Cantal). Voir LA CHASAGNE (*concession de*).

MADAGASCAR. Décret, du 17 juillet 1896, réglementant l'exploitation de l'or, des métaux précieux et des pierres précieuses à —; V, 410. = Décret, du 20 juillet 1897, réglementant l'exploitation des mines autres que les mines d'or, de métaux précieux et de pierres précieuses à —; VI, 347.